

**Angola - Relations bilatérales - RCA
- RDC - Syrie - Conférence de
presse conjointe de M. Jean-Yves Le
Drian, ministre de l'Europe et des
affaires étrangères, et de son
homologue angolais, M. Manuel
Augusto - Propos de M. Le Drian**
(Luanda, 01 mars 2018)

Mesdames et Messieurs,

Cette visite fait suite à l'entretien qui s'est déroulé à Abidjan entre le président Macron et le président M Joao Lourenço au moment du sommet entre l'Union africaine et l'Union européenne. Il avait été convenu que je me déplace ici pour engager avec mon homologue angolais les bases d'un partenariat privilégié entre l'Angola et la France dans cette nouvelle séquence que vit l'Angola et dans cette nouvelle séquence politique que vit la France. Nous connaissons l'immense potentiel de votre pays qui est de nature à permettre une nouvelle phase de développement.

Nous avons fait ce matin en réunion de travail un point sur l'ensemble des enjeux de la coopération économique en particulier dans le domaine de l'agriculture, des énergies renouvelables dans le domaine du tourisme, dans le domaine de l'eau, dans le domaine de la formation. Dans tous ces secteurs, il y a une volonté affirmée du côté des autorités angolaises de provoquer un développement affirmé des autorités angolaises, de provoquer un développement affirmé, d'assurer aussi l'autonomie du développement, de se diversifier et la France veut être un partenaire privilégié dans cette nouvelle dynamique.

Par ailleurs, nous avons évoqué avec le président Lourenço les enjeux économiques, les enjeux majeurs du voisinage, notamment avec les situations en République démocratique du Congo et en République centrafricaine parce que nous savons le rôle éminent que peut jouer l'Angola dans les apaisements nécessaires dans ces deux pays, et nous savons aussi le rôle politique majeur que l'Angola dans la SADC ou dans la conférence des Grands Lacs.

Cela pour aboutir à un certain nombre d'orientations stratégiques qui seront confirmées lors du déplacement du président Lourenço à Paris suite à l'invitation que je lui ai transmise de la part du président Macron à venir à Paris le 28 mai prochain. D'ici là nous aurons beaucoup de travail pour arriver à des engagements et des accords sur le fond même si ce matin nous avons déjà pu signer un engagement commun dans le domaine de l'agriculture et dans le domaine du tourisme.

Nous avons pu aussi ce matin saluer par un document le retour en Angola de l'Agence française de développement qui a déjà mobilisé 150 millions d'euros pour des projets dans le

pays.

Q - Quelle est la position de France par rapport à ce qui doit être fait en République centrafricaine et dans la République démocratique du Congo ? Et votre point de vue sur la situation en Syrie ?

R - Sur la République centrafricaine, il y a une feuille de route qui a été validée par l'ensemble des pays de la région. Il y a, en Centrafrique, un président élu et une assemblée nationale élue, mais il y a toujours des situations conflictuelles. Nous souhaitons que la feuille de route soit mise en oeuvre. Cela suppose en particulier le fait qu'il y ait de la part des groupes armés la fin des hostilités et qu'il y ait un désarmement sur l'ensemble du territoire de la République centrafricaine. C'est une position que la France répète et qu'il faut mettre en oeuvre par les uns et les autres.

Sur la République démocratique du Congo, il y a eu des engagements pris par le président Kabila pour que des élections générales puissent avoir lieu en décembre de cette année et pour qu'elles se déroulent dans la sérénité et dans le calme. Il importe que le calendrier soit respecté... C'est ce que nous disons et c'est, je crois, la position du président. C'est cet état d'esprit qui doit perdurer et le président Kabila en est conscient.

Sur la Syrie, il y a eu une avancée positive et un constat négatif. Le positif c'est qu'il y a eu cette résolution du Conseil de sécurité des Nations unies. Et cela devient le droit international. Et cette résolution prévoit une trêve de trente jours et prévoit aussi que les convois humanitaires soient en situation de pouvoir rentrer dans le quartier de la Ghouta Est et la possibilité d'évacuer les blessés. J'ai déjà observé que les groupes, dits groupes rebelles de Ghouta Est, veulent appliquer la résolution du Conseil de sécurité et étaient favorables à l'évacuation des blessés. Or, et c'est le point négatif, cette trêve n'est pas respectée, même les cinq heures de sécurisation du corridor nord qui avaient été annoncées par mon collègue Lavrov avant-hier. Chacun se renvoie la balle sur la responsabilité de la situation.

La France, mais aussi l'ensemble de la communauté internationale, dit : respectons les engagements pris dans la résolution 2401, appliquons la trêve et faisons en sorte que l'aide humanitaire puisse rentrer. Ce qui est certain c'est que le délai de 5 heures c'est une trêve à mi-temps, une trêve à temps partiel, ce n'est pas la proposition des Nations unies qui est une trêve de trente jours et seule une trêve de longue durée permet l'acheminement de médicaments. Et nous appelons l'ensemble des parties à reconnaître cette résolution et de tout faire pour qu'elle soit mise en oeuvre./.